



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles
C(2025)...final

Le ministre David van Weel
Ministre des affaires étrangères
Bezuidenhoutseweg 67
Postbus 20061
NL - 2500 EB Den Haag

Objet: **Notification n° 2025/0504/NL**

Proposition législative de la députée Ouwehand visant à modifier la loi sur les animaux (Wet dieren) et la loi sur les infractions économiques (Wet op de economische delicten) dans le cadre de la suppression de la production animale industrielle

Report de l'adoption du projet notifié conformément à l'article 6, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

1. LA NOTIFICATION

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités néerlandaises ont notifié à la Commission, le 5 septembre 2025, la **«proposition législative de la députée Ouwehand visant à modifier la loi sur les animaux (Wet dieren) et la loi sur les infractions économiques (Wet op de economische delicten) dans le cadre de la suppression de la production animale industrielle»** (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à améliorer le bien-être animal. Le projet notifié vise à modifier la loi sur les animaux (Wet dieren) et la loi sur les infractions économiques (Wet op de economische delicten) afin d'éliminer progressivement l'élevage industriel et établit à cet égard des exigences en matière de bien-être animal en ce qui concerne les animaux détenus à des fins commerciales pour la production de produits animaux. Elle introduit, entre autres, i) une interdiction de pratiquer des procédures physiques sur les animaux afin de les maintenir dans un système ou un logement donné en l'absence de besoin vétérinaire, et ii) une interdiction de détenir des animaux de telle sorte qu'ils soient privés de manière permanente ou systématique de possibilités de répondre à leurs besoins comportementaux.

L'examen du projet notifié a incité la Commission à prendre la décision suivante sur le report de l'adoption.

¹ () Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

2. REPORT DE L'ADOPTION DU PROJET NOTIFIÉ

La Commission note que le projet notifié, tel que décrit dans l'exposé des motifs joint en annexe, vise principalement à supprimer progressivement l'élevage industriel et introduit à cet égard de nouvelles mesures plus strictes afin d'améliorer le bien-être des animaux élevés pour la production de produits d'origine animale, garantissant ainsi un «élevage éthique». Il est allégué que la législation actuelle ne suffit pas à garantir le bien-être envisagé pour ces animaux, tandis que l'opinion publique est favorable à une amélioration substantielle de celui-ci et cherche à mettre un terme à la souffrance systémique des animaux dans le secteur de l'élevage.

Dans ce contexte, le projet notifié introduit, entre autres, l'interdiction de pratiquer des procédures physiques sur ces animaux en l'absence de besoin vétérinaire et définit en outre les besoins comportementaux spécifiques à chaque espèce animale (porcs, veaux, poulets, chèvres, moutons, lapins et canards) qui doivent être respectés. Il est indiqué que ces besoins reflètent le consensus scientifique selon lequel priver de manière permanente les animaux de ces besoins constituerait une atteinte à leur bien-être.

La Commission note en outre que le projet notifié relève du champ d'application matériel de la législation européenne existante en matière de bien-être animal, telle que la directive 98/58/CE concernant la protection des animaux dans les élevages ⁽²⁾, la directive 2008/120/CE établissant des normes minimales relatives à la protection des porcs ⁽³⁾, la directive 1999/74/CE établissant des normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses ⁽⁴⁾, la directive 2007/43/CE fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande ⁽⁵⁾ et la directive 2008/119/CE établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux ⁽⁶⁾.

La Commission souhaite souligner qu'elle a annoncé son intention de moderniser la législation existante de l'UE en matière de bien-être animal dans le cadre de son mandat législatif actuel 2024-2029, ce qui implique de proposer de nouveaux actes législatifs dans ce domaine. En particulier, la lettre de mission de la présidente de la Commission européenne au commissaire en charge de la santé et du bien-être animal stipule ce qui suit: *«En vous appuyant sur la législation existante en matière de bien-être animal, vous moderniserez les règles relatives au bien-être animal, y compris celles relatives à l'importation d'animaux exotiques, les normes tout en tenant compte de la durabilité, des considérations éthiques, scientifiques et économiques, ainsi que des attentes des*

² () Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages (JO L 221 du 8.8.1998, p. 23 à 27).

³ () Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs (JO L 47 du 18.2.2009, p. 5 à 13).

⁴ () Directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant des normes minimales pour la protection des poules pondeuses (JO L 203 du 3.8.1999, p. 53 à 57)

⁵ () Directive 2007/43/CE du Conseil du 28 juin 2007 fixant des règles minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande (JO L 182 du 12.7.2007, p. 19 à 28)

⁶ () Directive 2008/119/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux (JO L 10 du 15.1.2009, p. 7 à 13).

citoyens.»⁽⁷⁾. Le commissaire a également annoncé l'intention de la Commission d'éliminer progressivement l'élevage en cage⁽⁸⁾.

En outre, la Commission a récemment adopté la «[Vision pour l'agriculture et l'alimentation](#)» en 2025, en s'appuyant sur les recommandations du [dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE](#). À la suite de l'annonce faite dans la Vision pour l'agriculture, la Commission a lancé une analyse d'impact en vue d'une révision de la législation de l'UE relative au bien-être dans les exploitations agricoles. Dans un premier temps, entre le 18 juin et le 16 juillet 2025, la Commission a lancé un [appel à contributions sur les données relatives au bien-être des animaux d'élevage](#), afin de recueillir les avis des citoyens, des entreprises, des ONG et d'autres parties prenantes en vue de réviser la législation européenne en matière de bien-être animal. Plus de 700 réponses ont été reçues⁽⁹⁾. Ledit document énonce, entre autres, ce qui suit:

«Dans sa vision pour l'agriculture et l'alimentation de février 2025, la Commission a annoncé son intention d'échanger étroitement avec les agriculteurs, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et la société civile. Sur cette base, elle prévoit de présenter des propositions législatives visant à réviser la législation existante de l'Union européenne (UE) en matière de bien-être animal, notamment pour concrétiser son engagement à supprimer progressivement les cages. La vision indique également que la Commission veillera à ce que les futures propositions législatives sur le bien-être animal appliquent les mêmes normes pour les produits fabriqués dans l'UE et ceux importés à partir de pays tiers. La révision ciblée de la législation sur le bien-être animal sera l'occasion d'appliquer ce principe dans le respect des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et sur la base d'une analyse d'impact.

D'après les conclusions du bilan de qualité de la législation de l'UE sur le bien-être animal réalisé par la Commission en 2022, la législation n'est plus adaptée à son objectif. Elle n'est plus alignée sur les attentes sociétales et éthiques, comme le montre clairement l'initiative citoyenne européenne "End the Cage Age" (Pour une nouvelle ère sans cage), soutenue par la résolution du Parlement européen du 10 juin 2021. En 2021, en réponse à l'initiative "End the Cage Age", la Commission a annoncé son intention de proposer une législation visant à supprimer progressivement et à interdire l'utilisation de cages pour certaines espèces et catégories d'animaux (poules pondeuses, porcs, veaux, poulettes, poulets de chair reproducteurs, poules pondeuses reproductrices, lapins, canards, oies et cailles). Il existe également des préoccupations éthiques concernant la mise à mort systématique des poussins mâles d'un jour, comme en témoigne la discussion sur cette question qui s'est tenue lors du débat du Conseil "Agriculture et pêche" du 17 octobre 2022. Cette pratique de mise à mort des poussins nouveau-nés a conduit à une surveillance accrue du secteur des œufs.

⁷ () Cette lettre peut être consultée sur le site web suivant: https://commission.europa.eu/document/download/b628b5a2-ac1e-4b9c-bbdd-35b82da0ac6b_en?filename=mission-letter-varhelyi.pdf

⁸ () <https://www.animalwelfareintergroup.eu/news/commissioner-varhelyi-outlines-eu-animal-welfare-priorities#:~:text=Furthermore%2C%20he%20confirmed%20the%20Commission's,civil%20society%20was%20also%20underscored.>

Voir également: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_25_776

⁹ () https://food.ec.europa.eu/animals/animal-welfare/evaluations-and-impact-assessment/revision-eu-animal-welfare-legislation_en

Dans le secteur de l'élevage, il y a également un intérêt à moderniser la législation sur le bien-être animal afin de mieux utiliser les indicateurs de bien-être et d'offrir une certaine flexibilité en matière d'exigences structurelles. Une telle approche simplifierait le respect et le contrôle de l'application de la législation. Les parties prenantes dans le domaine des animaux d'élevage ont également demandé des mesures de soutien, notamment un financement de l'UE et des périodes de transition prolongées, ainsi que l'application des règles de l'UE en matière de bien-être animal aux importations, conformément aux règles internationales. Actuellement, les cinq directives de l'UE sur le bien-être des animaux d'élevage n'exigent pas que les produits d'origine animale importés respectent les normes de l'UE en matière de bien-être animal ni des normes équivalentes. Cela a suscité des préoccupations éthiques chez les citoyens et a été dénoncé par de nombreuses parties prenantes.»

«Les règles actuelles de l'UE autorisent la poursuite de l'utilisation de systèmes de logement confinés pour les poules pondeuses, les porcs, les veaux, les poulettes, les poulets de chair reproducteurs, les poules pondeuses reproductrices, les lapins, les canards, les oies et les cailles. Ces systèmes restreignent fortement le comportement et les mouvements naturels de ces animaux. Les règles permettent également la mise à mort systématique des poussins mâles d'un jour dans le secteur des poules pondeuses, ce qui suscite des préoccupations éthiques. En outre, de nombreuses règles législatives de l'UE en matière de bien-être animal imposent des obligations vagues, donc susceptibles de donner lieu à diverses interprétations et d'être, de ce fait, appliquées différemment d'un État membre à l'autre. Cela a engendré des divergences en matière de contrôle de l'application de la législation au sein de l'UE, ainsi qu'un fonctionnement inégal du marché unique. De plus, il n'existe actuellement aucun indicateur solide pour le suivi et l'amélioration du bien-être animal, et les possibilités offertes par les outils numériques ne sont pas pleinement explorées. L'incidence globale des règles de l'UE sur le bien-être animal est encore affaiblie par le fait qu'elles ne s'appliquent pas aux animaux ou denrées alimentaires d'origine animale importés dans l'UE depuis des pays tiers.

Les cages empêchent les animaux de se comporter naturellement, notamment de chercher de la nourriture, de socialiser et de se déplacer librement. Ces systèmes de logement confinés engendrent un stress chronique, une mauvaise santé et des souffrances générales. Le mal-être qui en résulte suscite d'importantes préoccupations éthiques et entraîne des conséquences économiques négatives en sapant la confiance des consommateurs. De plus en plus, le public plaide en faveur d'un traitement plus humain des animaux, comme le montre la création de systèmes de qualité de l'UE qui incluent des normes plus élevées en matière de bien-être animal, telles que la production biologique ou des méthodes d'exploitation agricole alternatives (par exemple, les systèmes d'élevage au sol et en plein air). En réponse aux attentes des citoyens, plusieurs États membres ont introduit des règles nationales plus strictes, ce qui a mis en évidence les lacunes législatives de l'UE et créé des conditions de concurrence inégales pour les agriculteurs et les entreprises du secteur alimentaire dans l'ensemble du marché unique. En raison de leur complexité et de leur chevauchement, il est difficile d'appliquer les règles actuelles, d'assurer leur suivi et de contrôler leur application.

Comme indiqué dans le bilan de qualité de 2022, la situation actuelle a entraîné d'importantes distorsions au sein du marché unique ainsi que de mauvaises conditions de bien-être des animaux d'élevage dans l'UE.»

Il est en outre indiqué que: *«L'initiative étudiera plusieurs possibilités en vue de remédier à certaines lacunes recensées dans le bilan de qualité de la législation de l'UE sur le bien-être animal réalisé en 2022. L'objectif est de réviser cette législation en ce qui concerne le bien-être dans les exploitations, y compris la suppression progressive de l'utilisation des cages.»*

Par ailleurs, une consultation publique de douze semaines [concernant le bien-être de certains animaux d'élevage](#) est actuellement en cours (du 19 septembre au 12 décembre 2025) afin de recueillir les avis de toutes les parties intéressées sur la révision de la législation européenne ⁽¹⁰⁾. Dans son programme de travail 2026, la Commission a annoncé une «stratégie pour l'élevage, y compris les éléments relatifs au bien-être animal» ⁽¹¹⁾.

À cet égard, le projet notifié est susceptible d'interférer avec la préparation, par la Commission, de propositions dans le domaine du bien-être animal.

Conformément à l'obligation de coopération loyale qui leur incombe en vertu de l'article 4, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, les États membres sont tenus de s'abstenir d'adopter et de mettre en œuvre les mesures nationales envisagées susceptibles de mettre en péril la réalisation l'élaboration d'une proposition d'actes législatifs par la Commission dans le même domaine. L'article 6, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535 dispose que *«[l]es États membres reportent l'adoption d'un projet de règle technique, à l'exclusion des projets de règles relatives aux services, de douze mois à compter de la date de la réception par la Commission de la communication visée à l'article 5, paragraphe 1, de la présente directive, si, dans les trois mois qui suivent cette date, la Commission fait part de son intention de proposer ou d'adopter une directive, un règlement ou une décision conformément à l'article 288 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sur ce sujet.»*

La Commission réaffirme son intention de proposer ou d'adopter une directive, un règlement ou une décision sur cette question, conformément à l'article 288 TFUE. Par conséquent, conformément à l'article 6, paragraphe 4, de la directive (UE) 2015/1535, les autorités néerlandaises sont priées de surseoir à l'adoption du projet notifié durant une période de douze mois à compter de la date à laquelle la Commission a reçu la notification en question.

Cette période prend fin le 8 septembre 2026.

La Commission note que, conformément à l'article 6, paragraphe 6, de la directive (UE) 2015/1535,

«Les obligations visées aux paragraphes 3, 4 et 5 cessent:

(a) lorsque la Commission informe les États membres qu'elle renonce à son intention de proposer ou d'adopter un acte contraignant;

¹⁰ () https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14671-On-farm-animal-welfare-for-certain-animals-modernisation-of-EU-legislation/public-consultation_en

¹¹ () https://commission.europa.eu/publications/2026-commission-work-programme-and-annexes_en

(b) lorsque la Commission informe les États membres du retrait de sa proposition ou de son projet;

(c) lors de l'adoption d'un acte contraignant par le Parlement européen et le Conseil ou par la Commission.»

Veillez croire, Monsieur, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Commission

Olivér VÁRHELYI
Membre de la Commission